

## Sommaire

Préface — 9

### **Première partie : La limite n'est pas une limite — 15**

1. Chronique de trois années hors de contrôle — 17
2. Quand est-il trop tard ? — 41
3. La montée de l'idéologie du dépassement — 71

### **Deuxième partie : Le capital fossile est un démon — 109**

4. L'économie politique de l'échouage d'actifs — 111
5. Comment tuer un spectre — 147
6. Nous serons guidés par la valeur — 167

### **Troisième partie : L'entrée dans la longue chaleur — 221**

7. Dix thèses sur la conjoncture du dépassement — 223
8. Susciter la panique — 227
9. Chronique d'une nouvelle année de folie — 241

Notes — 253

### 3. La montée de l'idéologie du dépassement

Pour situer la genèse du dépassement, il nous faut revenir une fois encore à l'ère de Kyoto et, plus particulièrement, à ses modèles informatiques. La première décennie de ce millénaire touchait à sa fin. Le Protocole était entré en vigueur mais les États-Unis en étaient sortis, jugeant ses règles trop contraignantes et hostiles à l'économie américaine, si bien que l'Union européenne était devenue de fait la cheville ouvrière de la gouvernance du climat au Nord. Elle préparait alors ce qui devait succéder à la première phase de Kyoto. Il s'agissait, comme on l'a vu, de faire de 2 °C le juste objectif. Mais elle se heurtait à des oppositions et les critiques se multipliaient quant au caractère arbitraire, voire autoritaire, de cette limite ; et il faut reconnaître que les données scientifiques à l'appui de ce choix étaient plutôt minces. Seule une poignée d'études s'étaient efforcées de modéliser une trajectoire vers 2 °C<sup>173</sup>. Que fallait-il faire pour respecter cet objectif ? L'Union européenne avait besoin de répondre à cette question. Elle s'est donc tournée vers les scientifiques et leur a demandé de s'adresser à la boule de cristal préférée du capitalisme tardif : l'ordinateur.

L'outil jugé le plus adapté à cette tâche serait bientôt connu sous le nom de « modèle d'évaluation intégrée », ou MEI [en anglais : *Integrated Assessment model* (IAM)]. (Un mot sur les sigles s'impose ici. S'il est un domaine où la politique et la science du climat se sont en effet montrées productives, c'est dans celui des acronymes. Le défaut de résultats tangibles dans la résolution du problème réel a été proportionnel à la fabuleuse prolifération de sigles pour en parler. Dans un glossaire minimal sur le sujet figureraient : AGCM, CBDR-RC, CCUS, CDM, CDR, ETS, GCF, GHGs, GWP, LULUCF, NDCs, NETs, REDD+, SAI, SCC, SLR, SRES<sup>174</sup>... Cette corrélation entre la pauvreté du contenu

## Overshoot

et la richesse des combinaisons de signes alphabétiques n'était sans doute pas une coïncidence. Le ou la néophyte qui souhaitait s'intéresser à un document scientifique ou à une session de négociations sur le climat se heurtait à un mur de langage laid, soporifique, ésotérique, comme si une pancarte « Entrée réservée au personnel » avait été plantée sur le seuil. Autrement dit, la logorrhée acronymique avait une fonction idéologique. Elle cadenassait la gouvernance derrière un semblant d'objectivité. Elle élevait la barre de la participation populaire. Elle incarnait la séquestration de la question climatique dans une usine à détails techniques qui permettait au monde extérieur, celui du capitalisme réel, de continuer à accélérer la destruction de la planète – tandis que tous ces déchets langagiers échoués sur la plage étaient voués semble-t-il à être balayés par la montée des eaux<sup>175</sup>. Nous nous efforcerons ici de faire un usage aussi sobre que possible de ces sigles et acronymes. Nous ne nous y résoudrons que quand leur usage est déjà largement répandu ou quand ils nous épargnent une formulation encore plus lourde et ennuyeuse. Pour cette raison, nous parlerons de « MEI » plutôt que de « modèles d'évaluation intégrée ».)

De tels modèles existaient dans les laboratoires informatiques. Il ne faut pas les confondre avec les modèles climatiques. Dans les modèles climatiques, les scientifiques peuvent simuler comment une augmentation de la quantité de CO<sub>2</sub> ou de méthane ou d'un autre gaz à effet de serre dans l'atmosphère fait monter les températures ou l'acidité des océans ou la vitesse de la fonte d'un glacier – le tout restant dans le domaine de la nature, sans prendre en compte la société. Les mécanismes représentés ici découlent des lois de la physique et non d'une forme de production humaine. Un glacier fond en dessous de 0 °C indépendamment de ce qu'on peut en penser. Les MEI, en revanche, sont des modèles *intégrés*, au sens où ils incluent à la fois la nature et la société : une série d'équations représentant la Terre est associée à une autre représentant l'économie, les deux sphères se trouvant unifiées dans une même visualisation numérique. Mais comment une production spécifiquement humaine comme l'économie peut-elle être intégrée dans le même modèle qu'une chose comme les glaciers ? Dans les MEI, l'astuce consiste à donner à l'économie la forme d'une loi en se fondant sur la théorie néoclassique : les individus sont des agents rationnels. Ils choisissent les options les plus économiques et visent un bien-être optimum. Une information parfaite est apportée à leur cerveau. Leur capacité de prévision est tout aussi parfaite : ils n'hésitent pas, ne commettent pas d'erreur, n'investissent pas dans des

### 3. La montée de l'idéologie du dépassement

biens suboptimaux. Les « modèles », comme l'écrit le GIEC, « supposent généralement des marchés pleinement opérationnels et un comportement concurrentiel, ce qui signifie que des facteurs tels que les transactions hors marché, les asymétries d'information et les décisions jouant sur le pouvoir du marché ne sont pas bien représentés » – il s'agit autrement dit d'une économie purgée de ses impuretés humaines<sup>176</sup>. La distorsion n'est pas difficile à démontrer : même des consommateurs des pays du Nord ne réagissent pas à des signaux de prix comme un glaçon réagit à la chaleur. Sans quoi, pour ne prendre qu'un exemple, on ne verrait que des petites voitures bon marché sur leurs routes. Les SUV n'auraient jamais existé.

Mais les concessions à ce genre de réalités n'avaient pas leur place dans les MEI, qui persévéraient dans le postulat que l'économie est habitée par un « agent représentatif ». Cette figure sans chair ni sang est le sujet de l'utilité maximale, dont le discernement n'est troublé par aucune allégeance, intérêt particulier, influence extérieure ou autres idiosyncrasies : une pure raison homogène. Aucune différence de classe ne le coupe en deux. Aucun rapport de race, ou de genre, ou de centre et périphérie, ne le partage ni le fissure. Sur cette table rase, les MEI pouvaient poser la question : quelle est la meilleure politique pour faire face au changement climatique ? C'est le critère du moindre coût qui décidera des choix à faire pour l'atténuation, puisque c'est le critère définitif pour tous les choix. Est-ce si vrai, d'abord ? William Nordhaus, champion de la science économique bourgeoise du climat, le seul économiste à avoir remporté le prix Nobel pour des travaux sur cette question, également père des MEI, s'est brièvement penché sur cette question dans un article de 1991 au titre évocateur : « To Slow or Not to Slow : The Economics of the Greenhouse Effect » [Ralentir ou ne pas ralentir : l'économie de l'effet de serre]. Il y reconnaissait que « divers biens et services non marchands échappent au filet » de l'analyse en termes de coût. « Parmi ces secteurs importants figurent la santé humaine, la biodiversité, la valeur d'agrément de la vie quotidienne et des loisirs, et la qualité de l'environnement. Je n'ai connaissance d'aucune étude faisant état de coûts importants » pour ces secteurs et, dans la mesure où on ne pouvait pas leur rattacher des coûts quantifiables, ils pouvaient être omis de l'équation sans autre forme de procès<sup>177</sup>.

Puisque seules certaines choses peuvent être comptées, ne comptez que ces choses. Ce que Nordhaus prétendait pouvoir mesurer, c'était le coût monétaire que les réductions d'émissions allaient faire peser sur l'économie. Il pouvait ensuite le comparer

## Overshoot

à une « fonction de dommage de l'effet de serre » (*greenhouse damage function*), autrement dit, au coût du changement climatique lui-même – le prix de la baisse des « rendements agricoles, de la terre envahie par l'océan, etc.<sup>178</sup> ». De ce rapport ressortait l'optimum d'efficacité, le coût le plus faible pour éviter tout dommage coûteux. Dans cet article précurseur, Nordhaus concluait qu'il serait imprudent de tenter de ralentir le réchauffement mondial dans une proportion mesurable donnée puisque seule « une modeste réduction des gaz à effet de serre peut être obtenue pour un faible coût<sup>179</sup> ». Il tirerait par la suite des mesures plus précises de son propre MEI, baptisé Dynamic Integrated Climate-Economy Model (ou, selon son charmant acronyme, DICE – « le Dé »); dans un article de 2007, il établissait le taux optimal de réduction à 25 pour cent du *business-as-usual* en 2050 – un très modeste ralentissement, à la moitié du siècle<sup>180</sup>. Si DICE représentait à bien des égards une catégorie de modèles à lui tout seul – plus vieux, moins sophistiqué, conçu à l'origine dans un but différent –, les autres MEI ont été bâtis sur les mêmes fondements analytiques. Ils peignaient un futur de choix rationnel dans un monde qui se réchauffait doucement. Un prix sera fixé pour le carbone et à mesure que ce prix montera, le signal se transmettra sur les marchés et les agents chercheront à éviter les émissions. Cette réduction d'émissions représente toutefois un fardeau pour les économies : du PIB en moins. La croissance est désirable et nécessaire mais un prix du carbone élevé l'alourdit et entraîne des difficultés financières. La version de l'atténuation qui l'emporte est donc axiomatiquement celle qui coûte le moins cher. Les MEI ont été construits pour sélectionner la dose de réduction des émissions la moins douloureuse pour des agents réagissant à des petits changements marginaux sur un marché en équilibre général. Une politique a été privilégiée par les algorithmes non parce qu'elle était meilleure à tel ou tel égard – parce qu'elle était, par exemple, écologiquement, ou éthiquement, ou esthétiquement préférable – mais pour ses seuls mérites en termes de minimisation des coûts.

Et le coût était censé diminuer avec le temps. La croissance rendant les générations futures plus riches que les précédentes, une augmentation d'un dollar représentera moins pour elles que pour nous; leur portefeuille sera plus rempli que le nôtre et par conséquent, elles seront plus à même de supporter le poids de l'atténuation. Les coûts proches du présent doivent donc être pondérés plus fortement que les coûts futurs. Cette pratique d'« actualisation » étant inscrite dans leur code même, les MEI étaient portés à différer les réductions d'émissions : il était plus

### 3. La montée de l'idéologie du dépassement

rentable de les reporter à un au-delà temporel plus prospère. Et puisque les technologies continueront aussi de s'améliorer, les coûts baisseront encore plus, différant encore le report. Se trouvait ainsi automatiquement exclu le principe de réductions rapides, profondes, radicales, à mettre en œuvre aussitôt. Une « refonte révolutionnaire du système », pour reprendre les termes d'Anderson, ne tenait pas davantage dans ce modèle qu'une manifestation de masse dans une chambre à coucher. Certaines études rapportant des résultats de modélisation par MEI le reconnaissaient franchement. Dans un article important, une équipe de recherche hollandaise, qui a choisi l'acronyme poétique IMAGE pour son modèle – le premier et le plus influent des MEI sur le territoire européen – décrivait comment (notez l'usage caractéristique de la voix passive) « un taux de réduction maximum a été présupposé, reflétant l'inertie technique (et politique) qui limite les réductions d'émissions. *Des taux de réduction élevés nécessiteraient le démantèlement anticipé des réserves existantes de capital fondé sur les combustibles fossiles*, ce qui pourrait entraîner des coûts élevés<sup>181</sup> ». L'entêtement du *business-as-usual* était inscrit dans le modèle comme un axiome incontestable du fonctionnement de l'économie, et l'atténuation était réfrénée dans le but exprès de *protéger le capital fossile contre les pertes*. Au chapitre suivant, nous verrons que c'est bien là le cœur du problème.

Dans le même esprit, le modèle IMAGE « étalait » les réductions d'émissions « sur un temps aussi long que possible » et il leur « permettait uniquement de changer lentement »<sup>182</sup>. Pas question d'entrer dans la chambre du seigneur et de le mettre à la porte : toute transformation doit donc être progressive et douce. Les chocs quels qu'ils soient ne sauraient être modélisés. Ni les révolutions ni les effets cataclysmiques du réchauffement ne pouvaient être appréhendés par les MEI. Ces derniers n'étaient pas pris en compte, les bénéfices tirés en évitant un réchauffement vraiment catastrophique pas davantage. Il s'agissait d'emblée d'une forme de déni de la réalité. Pour minimiser la « fonction de dommage de l'effet de serre », Nordhaus recourait à des arguments extrêmement sophistiqués : les êtres humains prospérant actuellement sous toutes sortes de climats, de l'Arabie à l'Alaska, les variables climatiques ont des effets négligeables sur la productivité (comme si le réchauffement n'allait pas bouleverser les conditions de vie dans toutes les régions du monde). Et la plupart des activités économiques se déroulant « à l'intérieur » – pensez à « la chirurgie cardiovasculaire ou à la fabrication de microprocesseurs dans des “salles

## Overshoot

blanches” » –, l’essentiel de la production est isolé du climat et ne sera pas perturbé par les températures ; 87 pour cent de la production, plus exactement (comme si ce qui se passe à l’intérieur avait lieu sur une autre planète, comme si les chirurgiens cardiovasculaires ne vivaient pas d’eau et de nourriture mais de ce seul air contenu « à l’intérieur »)<sup>183</sup>. DICE a alors pu annoncer à son créateur que le changement climatique ne provoquerait probablement pas de « dommages économiques nets substantiels<sup>184</sup> » au <sup>xxi</sup> siècle. Un réchauffement de 3 °C pourrait tout au plus raboter de 1 ou 2 pour cent le PIB. Un autre éminent économiste bourgeois du climat et inspirateur des MEI, Richard Tol, a porté ce type de raisonnements à de nouveaux sommets quand on lui a demandé si un réchauffement de *dix* degrés pourrait avoir un impact sur l’économie. « Nous nous installerions à l’intérieur, un peu comme l’ont fait les Saoudiens », a été sa réponse insouciant<sup>185</sup>. Bien sûr, tous les MEI ne sortaient pas ce genre de résultats, loin de là, mais tous portaient inscrits en eux dès l’origine un *rapport très ténu à la réalité*, ce qui, comme on va le voir, avait des conséquences bien réelles, et troublantes.

Les modèles, autrement dit, avaient tendance à se substituer au monde extérieur. C’était particulièrement vrai pour la question de la faisabilité, définie généralement comme « une fonction de la solvabilité du modèle » : autrement dit, ce qui peut entrer dans les calculs peut se faire<sup>186</sup>. Il ne faudrait pas prendre cette position pour du pessimisme : elle découlait au contraire d’une vision enthousiaste du fonctionnement de l’économie, toujours quasi optimal, sans chômage de masse ni gaspillage des ressources (d’où le caractère nécessairement pénible des interventions politiques). Il y a certes de l’idéologie dans tout artéfact humain. Les modèles climatiques eux-mêmes n’en étaient d’ailleurs pas exempts. Mais les MEI étaient littéralement saturés de positions idéologiques tout sauf innocentes : rationalisme (les agents humains se comportent rationnellement), économisme (l’atténuation est une question de coût), présentisme (les générations actuelles ne doivent pas porter le fardeau), conservatisme (le capital actuel ne doit pas connaître de pertes), gradualisme (tout changement doit être progressif) et optimisme (nous vivons dans la meilleure des économies possibles). Réunis, ils avaient pour effet de faire passer des objectifs climatiques ambitieux – ceux qui correspondront par la suite à des mots d’ordre comme 1,5 °C ou 2 °C – pour tout à fait inimaginables.

Les MEI ne sont devenus possibles qu’à un certain niveau de développement des forces productives. Comme d’autres types de technologies informatiques, ils se sont développés au cours des

### 3. La montée de l'idéologie du dépassement

années 1990 avant d'exploser dans les deux premières décennies du millénaire, dopés par de nouveaux logiciels, la puissance d'Internet, l'accès à d'immenses bases de données et des capacités de calcul démultipliées. Ils ont alors pu passer pour des boules de cristal de plus en plus fiables. Les plus impressionnants étaient l'apanage d'un nombre réduit de centres – outre IMAGE de l'Agence nationale d'évaluation environnementale des Pays-Bas, des lieux comme l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués à Vienne, l'Institut Potsdam à Berlin et le Pacific Northwest National Laboratory dans l'État de Washington –, l'ensemble de ces équipes formant la « communauté des MEI », une sorte d'équivalent de la Ligue des champions en football. Le phénomène était limité aux pays du Nord. C'est à partir de ces modèles que Bruxelles a cherché à répondre à la question qui se posait à la fin de l'ère de Kyoto : si l'on veut poser une limite au réchauffement climatique, 2 °C par exemple, quelle est la meilleure façon pour parvenir à la respecter ?

#### *Ceux-là seront libérés par le dépassement*

Jusque-là, les modèles avaient surtout été déployés du présent vers l'avenir, comme des vaisseaux numériques envoyés pour explorer, de façon plus ou moins ouverte, divers scénarios d'évolution du changement climatique et les meilleures routes pour y naviguer. Mais à l'initiative du GIEC, il leur était désormais demandé de faire l'inverse. Les scénarios devaient partir d'une poignée de possibles, des niveaux prédéfinis de réchauffement en 2100, puis revenir en arrière pour identifier les processus qui pouvaient mener à ces destinations, tout en évaluant les coûts et les bénéfices associés à chacun d'eux. Les niveaux de réchauffement en 2100 étaient exprimés en termes de forçage radiatif – en gros : la quantité d'énergie, mesurée en watts par mètre carré, ajoutée dans l'atmosphère quand une quantité donnée de gaz à effet de serre y est injectée. Une concentration donnée produit un niveau de forçage radiatif donné qui produit une élévation de la température sur Terre donnée. Les scientifiques ont baptisé leurs nouveaux scénarios « *representative concentration pathways* » (trajectoires représentatives de concentration, ou scénarios RCP – eh oui, encore un sigle), parce qu'ils étaient censés être « représentatifs » des études scientifiques existantes, prendre pour objet la « concentration » de gaz et, bien sûr, dessiner un certain nombre de « trajectoires »<sup>187</sup>. L'Union européenne a fait son marché pour trouver quelque chose qui mènerait à 2 °C et elle est tombée sur IMAGE. Seule l'équipe



## Overshoot

d'IMAGE proposait des scénarios qui mettaient la planète à 2,6 watts par mètre carré en 2100, ce qui correspondait en gros à 2 °C de réchauffement. Tous les autres se fondaient sur des concentrations qui menaient la Terre à 3 °C de réchauffement et au-delà<sup>188</sup>. Dès lors, au sein du GIEC, l'Union européenne a défendu avec enthousiasme les scénarios d'IMAGE, présentés comme la carte marine qu'il nous fallait pour naviguer jusqu'à cet objectif que tant d'autres jugeaient inatteignable. L'équipe d'IMAGE avait en effet trouvé un moyen ingénieux de contourner l'écueil tant redouté.

Et si on pouvait inverser le réchauffement climatique ? Le terme était fixé à 2100 mais cela n'excluait pas une certaine souplesse dans les décennies antérieures. Si le vent est avec vous, vous pouvez naviguer loin de l'île que vous avez en vue et revenir à temps. En toute logique, il n'y avait pas de raison que les températures ne puissent pas brièvement *dépasser* la limite de 2 °C tant qu'il y avait un moyen de les faire redescendre d'ici à la fin du siècle. Pouvait-on trouver un tel moyen ? L'équipe d'IMAGE s'était penchée sur cette question et elle avait trouvé une « solution ». Son modèle intégrait depuis longtemps une fonction standard d'aspiration du CO<sub>2</sub> atmosphérique puisque ce processus fait partie du cycle du carbone. Les plantes incorporent le CO<sub>2</sub>. L'atmosphère est comme une carrière ouverte d'où chaque chose qui pousse extrait du dioxyde de carbone et, par le processus de photosynthèse, le fixe sous forme de carbone dans ses organes verts. Lorsque ces organes ou ces organismes meurent, les microbes les désagrègent en autant de briques précaires, se nourrissent des miettes pour alimenter leur propre métabolisme modeste, rattachent le carbone libéré à de l'oxygène et le renvoient dans l'atmosphère, renouvelant le stock de carbone, si bien que « la consommation est de manière immédiate également production<sup>189</sup> » – le gaz consommé produit de la végétation ; la végétation consommée produit du gaz –, l'une se réalisant dans l'autre et laissant une empreinte dans le ciel, dont le graphique de la concentration de CO<sub>2</sub> mesurée sur le volcan hawaïen de Mauna Loa est l'une des plus belles représentations. La courbe grimpe en zigzag suivant un motif symétrique. Elle descend un peu pendant le printemps et l'été dans l'hémisphère Nord, au moment où les organes verts se développent sur la masse terrestre la plus étendue ; et à l'automne, quand les feuilles tombent sur le sol et que les champignons et les bactéries se régalent, elle fait un pic<sup>190</sup>. Et si l'on pouvait mettre un moment de ce processus sous stéroïdes ?

### 3. La montée de l'idéologie du dépassement

Il y a des sorciers qui mettent des choses dans leur boule de cristal : dans son MEI, l'équipe d'IMAGE a mis des courbes et des grilles correspondant à ce qu'elle a appelé des « plantations de carbone<sup>191</sup> ». Si des êtres humains plantent des cultures, celles-ci vont capter du CO<sub>2</sub>. Le défi, si l'on veut que ce captage ne se limite pas à un flux saisonnier, c'est d'empêcher le carbone de retourner dans l'air : il ne doit pas y avoir de décomposition. Le CO<sub>2</sub> doit être coupé du cycle actif et transféré dans le sous-sol passif. Est-ce possible ? L'équipe d'IMAGE s'est appuyée ici sur une équipe de recherche suédoise, qui ne disposait pas de MEI mais d'un modèle plus simple dont elle a tiré la recette suivante : recouvrez la terre de cannes à sucre, de saules ou de peupliers génétiquement modifiés de sorte qu'ils poussent pratiquement à vue d'œil. Laissez ces plantes absorber le CO<sub>2</sub>. Récoltez-les avant qu'elles ne perdent leurs feuilles et transportez-les jusqu'à une centrale électrique. Brûlez la matière, récupérez de l'électricité en passant – ce qui pourrait remplacer le charbon – mais assurez-vous de mettre un filtre sur la cheminée pour capter les molécules de CO<sub>2</sub> dans la colonne de fumée. Vous avez entre les mains un flux de CO<sub>2</sub> pur. Comprimez-le, injectez-le dans un pipeline ou un tanker et envoyez-le dans un champ de pétrole ou de gaz épuisé, un aquifère ou toute autre cavité profonde où il pourra être stocké à jamais. Répétez l'opération encore, et encore : vous avez fabriqué une pompe pour éliminer le dioxyde de carbone de l'atmosphère – qui sera inévitablement baptisée d'un acronyme. Ce sera la BECCS, pour *Bio-Energy Carbon Capture and Storage* (bioénergie avec captage et stockage de dioxyde de carbone). Les Suédois ont découvert que si la BECCS était mise en œuvre à l'avenir, les émissions de CO<sub>2</sub> pouvaient bien se poursuivre d'ici là, un total d'émissions plus important étant possible quel que soit l'objectif final fixé, dans la mesure où *le gaz relâché dans l'atmosphère pourrait être éliminé ultérieurement*<sup>192</sup>. C'est cette idée dont se sont emparés les joueurs de l'équipe IMAGE, l'introduisant dans leurs boucles numériques plus avancées, avant de présenter à l'Union européenne et à d'autres gouvernements cette découverte étonnante : même des objectifs de réchauffement très bas restent éminemment réalisables. Il suffit de se donner la liberté de commencer par les dépasser.

C'est ce qu'ils ont appelé le « dépassement » (*overshoot*), ce qui voulait dire que n'importe quel seuil de concentration fixé comme un objectif de limitation pouvait être excédé, qu'on pouvait laisser les émissions filer et que le carbone excédentaire serait ramassé ultérieurement pour être de nouveau séquestré

## Overshoot

dans des cavités. Les températures pouvaient bien dépasser les 2 °C avant de redescendre à leur juste niveau. Nul besoin de faire planter les modèles avec des interventions radicales, pas de « démantèlement anticipé des réserves existantes de capital fondé sur les combustibles fossiles ». Si vous voulez que la concentration de CO<sub>2</sub> s'arrête à 450 ppm, il suffit de la laisser grimper à 510 ppm puis de mettre en action vos pompes BECCS pour la ramener à 450 ppm « avant 2200. Ce dépassement se justifie par la référence aux niveaux de concentration actuels, qui sont déjà substantiels [383 ppm, à l'heure où nous écrivons ces lignes], et la *tentative d'éviter des réductions drastiques et soudaines* » – le dépassement, pour le dire simplement, comme alternative à la révolution<sup>193</sup>. L'Union européenne a écouté avec intérêt. Apparemment, il était possible d'avoir le beurre des 2 °C tout en gardant l'argent du beurre. L'équipe d'IMAGE évoquait même la possibilité d'un dépassement pour absolument n'importe quelle limite. L'idée était promise à un bel avenir.

### *Une solution, le dépassement*

Il semble que le premier article présentant les arguments en faveur du dépassement soit un texte commandé par l'OCDE – avec une petite contribution financière des gouvernements des États-Unis, du Canada et de l'Allemagne – et rédigé par Tom Wigley, un climatologue en vue, en 2003<sup>194</sup>. « En principe, il pourrait être avantageux de suivre une trajectoire de “dépassement” pour *n'importe quel* objectif », spéculait Wigley<sup>195</sup>. L'avantage tiendrait au coût moins élevé de l'atténuation. Et le temps c'est de l'argent : grâce au dépassement, « une réduction immédiate des émissions n'est pas nécessaire », ce qui pourrait « nous donner le temps de procéder aux changements d'infrastructure » qu'il faudra bien mettre en œuvre à un moment<sup>196</sup>. Le dépassement sauverait l'économie de l'infortune de réductions rapides et massives ; pas la peine de se presser alors, pas la peine de se stresser – des avantages particulièrement séduisants à la lumière de la sortie des États-Unis du protocole de Kyoto peu de temps auparavant. Même un George Bush Jr. pourrait bien être gagné à la cause climatique si le dépassement se trouvait mis sur la table. Comme Wigley avait la prudence de noter un risque plus élevé de dysfonctionnements du système climatique dans le cadre du dépassement, il n'allait pas jusqu'à en faire la voie royale vers la prospérité – pas plus qu'il ne spécifiait par quel type de pompe le CO<sub>2</sub> serait capté – mais au vu de ses avantages tout à fait considérables, il lui semblait « clair » que

### 3. La montée de l'idéologie du dépassement

les scénarios unis par ce tout nouveau principe « justifi[ai]ent des recherches plus approfondies<sup>197</sup> ». Et la communauté des MEI n'attendait que ça.

Comme on peut le voir, le dépassement s'harmonise parfaitement avec la fonctionnalité de ces modèles puisqu'il fait baisser les coûts de l'atténuation. L'inertie du *business-as-usual* n'est pas remise en cause. On peut compter sur le fait qu'une chose comme la BECCS se concrétise plus tard au cours du xxi<sup>e</sup> siècle puisque le prix du carbone grimpe, une capacité technologique pour éliminer cette substance se révélera forcément. Il sera alors plus intéressant économiquement pour les agents de commencer à la capter que de continuer à la libérer à ce coût élevé. Et enfin il y a l'actualisation : puisqu'elle aura lieu dans des décennies, l'élimination sera une très bonne affaire comparée au coût de n'importe quelle mesure d'atténuation prise ici et maintenant qui maintiendrait en effet le réchauffement en deçà d'un certain seuil. Si les modélisateurs appliquaient un taux d'actualisation un peu plus faible – autrement dit, s'ils assignaient une valeur monétaire un peu plus élevée à des projets futurs comme la BECCS – la majeure partie de la rentabilité supposée s'évaporerait<sup>198</sup>. Mais ce serait encore une concession injustifiée à la réalité.

Parce qu'il s'accordait si bien avec le rationalisme, l'économisme, le présentisme, le conservatisme, le gradualisme et l'optimisme, le dépassement a envahi les MEI au moment de la transition entre Kyoto et Paris. Le GIEC lui a prêté son aura de légitimité. Après l'Union européenne, le groupe d'experts a manifesté à son tour son intérêt pour IMAGE ; lors d'une réunion en 2007, il a qualifié les scénarios hollandais de « scientifiquement intéressants » et reconnu dans le dépassement un « concept nouveau que la communauté climatique n'a pas encore totalement exploré jusqu'à présent ». L'intégrer aux futures évaluations permettrait d'apporter des éclairages « sur la "réversibilité" des changements climatiques et de leurs effets »<sup>199</sup>. Autrement dit, le Groupe d'experts envisageait désormais la possibilité de considérer le climat de la Terre comme la température d'un appartement. S'il commence à faire vraiment trop chaud, on trouvera une façon de baisser le thermostat. Le GIEC a demandé à d'autres équipes de MEI de reproduire les scénarios hollandais ; pour les futurs tournois, elles devaient « utiliser leurs hypothèses standards » et intégrer la BECCS mais « éviter les hypothèses non conventionnelles », de type « changements de régime alimentaire massifs » ou « grave effondrement économique »<sup>200</sup>. La créativité et l'innovation étaient encouragées, dans certaines directions.